

LÉTOURNEAU, Paul, dir., *Le Canada et l'OTAN après 40 ans, 1949-1989*. Québec, CQRI, 1992. 217 p.

Serge Bernier

Volume 47, numéro 1, été 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305199ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305199ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernier, S. (1993). Compte rendu de [LÉTOURNEAU, Paul, dir., *Le Canada et l'OTAN après 40 ans, 1949-1989*. Québec, CQRI, 1992. 217 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(1), 122–124. <https://doi.org/10.7202/305199ar>

LÉTOURNEAU, Paul, dir., *Le Canada et l'OTAN après 40 ans, 1949-1989*. Québec, CQRI, 1992. 217 p.

Le présent ouvrage s'efforce, à la fois, «de faire le point sur la position du Canada dans l'OTAN durant les quarante premières années, soit entre 1949 et 1989» (p. 9) et de «revoir... les conditions qui ont prévalu lors de la création de l'OTAN et les motivations originales du Canada» (p. 10). Ce sont de nobles objectifs. Peut-être eût-il mieux valu n'en choisir qu'un et le poursuivre avec détermination, car l'ensemble de sept articles qui a été réuni dans ce recueil a souffert, entre autres, de cette dispersion. Cela dit, quelques perles brillent dans ce petit livre très inégal.

À mes yeux, le texte de Joël J. Sokolsky, «Le Canada, les États-Unis et l'OTAN: l'histoire de deux piliers», est l'un des trois excellents textes rassemblés par Paul Létourneau. Sokolsky y parle de la «défense contre l'aide», c'est-à-dire que le Canada, grâce à l'OTAN, a pris de plus en plus de responsabilités au niveau de sa propre défense, ce qui a rendu la présence américaine au Canada de moins en moins nécessaire. Ailleurs, Sokolsky démontre, très justement, comment l'édulcoration du *Livre blanc* de 1987 a fait place «à la politique de défense énoncée dans celui de 1971, mais avec une différence notable toutefois [puisque celle-ci] sera cette fois mise en application» (p. 111). Sokolsky voit cependant un danger dans le fait que le Canada se place à l'écart du pilier européen de l'Alliance: si, en contrepartie, il ne renforce pas le pilier nord-américain, il risque de glisser «vers le vide stratégique et politique» (p. 115). En somme, Sokolsky se penche véritablement sur un des sujets proposés par le livre et sa réflexion est à la fois ordonnée et originale.

Face au départ éventuel (au moment où il écrit, c'est-à-dire, durant l'année universitaire 1989-1990) des militaires canadiens de l'Europe, Sokolsky est conduit à émettre le jugement suivant: «l'habileté dont ont fait

preuve les diplomates canadiens en s'impliquant dans les débats politiques internes de l'Alliance a valu au pays plus d'influence et de respect que ses forces militaires en Allemagne, et ce malgré le haut niveau professionnel et l'excellente renommée de ces dernières» (p. 93).

L'article, «L'art de s'asseoir à la table: le Canada, l'OTAN et les négociations européennes sur l'Arms Control (1973-1986)», nous permet de questionner ce jugement de Sokolsky. Michel Fortmann, Albert Legault et Stéphane Roussel y démontrent, en effet, qu'au niveau de l'Arms Control, un domaine extrêmement mince du travail de l'OTAN, comme le soulignent les auteurs, le Canada ne joue qu'un tout petit rôle. Son influence se fait surtout sentir lors des délibérations interalliées ayant lieu à l'intérieur de l'OTAN, au moment où la position commune de l'Organisation se dessine. Le Canada est un petit pays, avec des forces militaires très réduites et bientôt totalement absentes d'Europe. En voulant jouer un rôle de conciliateur entre l'Europe et les États-Unis, il se retrouve parfois assis entre deux chaises, malgré le professionnalisme reconnu de ses diplomates. Dans cette position, peut-on dire que notre pays soit vraiment à table? Les trois auteurs de cet article ont fait un bon travail, leur démonstration est sans bavure et appuyée de recherches qui ont été aussi poussées qu'elles pouvaient l'être à ce stade-ci.

Les deux articles dont nous avons parlé jusqu'à maintenant, de loin les plus substantiels et intéressants et ceux qui donnent sa vraie valeur à ce recueil, n'en occupent que 88 des 217 pages. À retenir, également, le travail de Norbert Wiggerhauss «La mise en place de l'OTAN durant les années 1947 à 1949 et les perceptions occidentales de la menace soviétique» qui est excellent, tant par le fond que par la forme et qui est assez balancé entre, d'une part, les préoccupations européennes et, d'autre part, celles prévalant en Amérique du Nord au moment de la conception du traité. Mais, lorsque Wiggerhauss s'adresse à la partie nord-américaine de son équation, il est évident, et les notes d'appel nous le confirment, qu'il fait référence aux États-Unis. On y retrouve donc très peu concernant le Canada.

Pour leur part, Paul Létourneau, avec «Les motivations originales du Canada lors de la création de l'OTAN (1948-1950)» et Paul Buteux, dans «L'avenir de la politique de sécurité occidentale et la place du Canada», font chacun un bon tour d'horizon de leur sujet respectif, mais à partir de sources secondaires et en n'apportant rien de nouveau. De fait, Buteux ne consacre au Canada qu'une faible partie de son texte (un peu plus de trois pages sur vingt-trois). Il termine en entrevoyant que le Canada retirera ses troupes d'Europe pour des raisons budgétaires à court terme sans réflexion sur la portée à long terme de cette décision. Il ne précise pas ce que pourraient être ces conséquences, probablement parce que celles qui sont généralement mises de l'avant, et qui relèvent surtout du politico-économique, sont difficiles à justifier par des faits.

Nous arrivons maintenant à la partie vraiment faible de ce livre. Philip Windsor, dans «Le Canada entre l'Ouest et l'Ouest», tente de développer une thèse qu'il est sans doute le seul à bien maîtriser. Son article, mal cousu, souvent à bout de souffle, est un ensemble d'idées confuses dignes d'un

journaliste moyen ayant mal vérifié ses sources. À deux reprises, par exemple, il avance que le Canada «consacre plus d'argent, pendant des années et des années, à son programme de bilinguisme qu'à son budget de défense» (p. 71-72 et 74). On peut supposer que les errements du professeur Windsor (London School of Economics) seront malheureusement repris, en particulier par quelques-uns de ses étudiants.

Enfin, Luc Duhamel, dans «La politique extérieure de l'URSS vis-à-vis du Canada», fait un bon survol politico-économique des relations URSS-Canada. L'ordre chronologique qu'il a choisi de suivre lui fait situer le *NORAD* dans les années 1980. Quant à la définition qu'il en donne, «soit l'acceptation par le gouvernement canadien d'un système de radar sur son territoire, au service de l'armée américaine qui suscite de sévères critiques des Soviétiques» (p. 132), elle n'est pas digne d'un universitaire. L'article ne parle pas de l'OTAN. C'est peut-être mieux ainsi, à voir ce que monsieur Duhamel a fait du *NORAD*. De plus, l'auteur commence son topo en 1946, laissant de côté l'affaire Gouzenko qui, pourtant, a joué un rôle non négligeable dans la guerre froide en général et dans plusieurs prises de positions canadiennes face à l'URSS.

Au total donc, le lecteur, en abordant *Le Canada et l'OTAN après 40 ans*, fera face à l'aboutissement de quelques idées qui avaient du mérite, à un tel point, en fait, que le ministère dont je fais partie a accepté d'en subventionner la réalisation. Mais, du fait qu'on ait couru plusieurs objectifs à la fois (bien qu'un seul ressorte dans le titre) et qu'on ait bâclé le travail (même la qualité de la traduction de certains des articles laisse à désirer), l'ensemble a perdu quelque peu de sa crédibilité. Les quelques moments forts que j'ai soulignés ne peuvent cacher le point suivant: l'histoire des quarante premières années de la présence canadienne dans l'OTAN reste à écrire.